



Déclaration liminaire de l'Unsa-Éducation au CTA du 19 janvier 2022

Académie de Reims

Monsieur le Recteur, Mesdames, Messieurs,

Notre déclaration liminaire au CTA du mois de janvier commence traditionnellement par nos meilleurs vœux pour l'année à venir. Si cette tradition se veut être la manifestation d'un bien vivre ensemble, alors l'Unsa-Éducation s'y plie, tant cette valeur est inscrite dans notre ADN.

Mais vous avouerez, Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs, que cette année il est compliqué de se dire « bonne année ». Certes il s'agit bien d'un souhait, mais la réalité quotidienne de ce début d'année est très éloignée de l'idée que tout un chacun peut se faire d'une bonne année.

Et pour cause, la mobilisation sans précédent des personnels de l'Éducation nationale le 13 janvier dernier a témoigné de leur état d'exaspération, d'épuisement physique et psychologique ou encore leur sentiment d'être méprisés par leur Ministre.

Les enseignants, les CPE, les PsyEN, les AED et AESH, mais aussi les personnels techniques et administratifs, ou encore les personnels médico-sociaux, auxquels s'ajoutent les chefs d'établissement ainsi que les IEN et IA-IPR, bref, tous les personnels ont dit stop à la gestion ministérielle de la crise sanitaire. Notons que les personnels territoriaux intervenant dans les écoles et les établissements scolaires ainsi que les parents d'élèves étaient également dans ce mouvement social.

Et quoi qu'ait pu dire le Ministre pour tenter décrédibiliser cette grève, les personnels n'ont pas fait grève contre le virus.

La banderole intersyndicale déployée devant le rectorat le jeudi 13 janvier, résume bien l'état d'esprit des personnels de l'Éducation nationale :

**« Assez de mépris ! »
« Non-assistance à École en danger »**

Lors de l'audience intersyndicale du jeudi 13 janvier, l'Unsa-Éducation vous a rapporté, Monsieur le Recteur, que l'École est au bord du « craquage ». Si nous pensons, comme notre ministre que l'école doit rester ouverte, force est de constater que malheureusement à l'heure actuelle ce n'est pas l'école qui est ouverte mais une grande garderie. Or cela est inacceptable !

Les personnels ont en assez d'être méprisés avec un protocole qui change constamment, avec une mise à jour qui se fait le dimanche 2 janvier pour une application le 3.

Les personnels ont en assez d'être avertis par les médias avant de l'être par la hiérarchie.

Les personnels ont en assez d'être empêchés de faire leur métier. Comment un enseignant peut-il, en effet, enseigner avec des effectifs fluctuants ?

Comment les directeurs d'école et les chefs d'établissement peuvent-ils exercer l'ensemble de leurs tâches de direction et d'animation des équipes inhérentes à leur fonction de direction quand ils passent tout leur temps à gérer le covid ?

Parlons aussi des CPE et de la vie scolaire en général qui passent leur temps à faire du recensement et du suivi d'élèves cas contact, positifs à la Covid, en attente de résultats...

Nous pouvons évoquer également le soutien des familles à ce mouvement social, tant il est compliqué pour elles de mettre en œuvre le protocole sanitaire, et pour les enfants de subir les tests maltraitants à répétition.

Les personnels en ont assez d'être obligés d'expliquer aux élèves et parents d'élèves désemparés un protocole où plus personne ne comprend rien. On cherche le sens à tout cela

Bref, les personnels se sentent seuls dans la gestion de la crise dans les écoles et dans les établissements. D'ailleurs, concernant les directeurs et directrices d'école, il serait judicieux que les IEN, eux-mêmes bien malmenés par cette crise, contactent leurs directeurs pour prendre de leurs nouvelles, en attendant le déploiement des vacataires administratifs pour les circonscriptions. Parfois un tout petit geste peut faire

beaucoup de bien, même s'il ne résout pas tout. Ce serait une façon de leur montrer qu'ils ne sont pas seuls face à la gestion de cette pandémie.

Enfin, les personnels en ont assez de ne pas être protégés par notre employeur : les capteurs, les masques font toujours défaut...

Face à cette mobilisation historique, le Premier ministre a reçu en urgence, le soir même, les organisations syndicales, accompagné du ministre de l'Éducation nationale et de celui de la Santé. Pour l'UNSA Éducation, les annonces qui ont été faites sont le premier signal que la parole des personnels dans cette journée d'action a été enfin entendue. Le Premier ministre ainsi que le ministre de la Santé ont pris le temps d'apporter des précisions sur leurs choix et d'écouter attentivement les organisations syndicales.

Il a apporté de premières réponses que nous jugerons aux actes :

- Engagement à améliorer la concertation et la communication des décisions prises avec des délais plus respectueux
- Réunion ministérielle bimestrielle en présence d'un représentant du ministère de la Santé
- Instance de concertation et de suivi au niveau local avec les organisations syndicales
- Masques chirurgicaux distribués à partir du 17 janvier et masques FFP2 pour les personnels volontaires et exposés
- Autotests à brève échéance pour les personnels
- Plus de volontarisme, d'incitation et de financement pour les capteurs de CO2
- Recrutement de personnels, avec 1500 postes d'AED et l'utilisation des listes complémentaires pour recruter des enseignants du premier degré, la prolongation de 1700 médiateurs et de 1500 vacataires administratifs pour les circonscriptions.
- Report des évaluations de mi-CP
- Discussions sur les aménagements nécessaires pour les épreuves de spécialité du baccalauréat.

L'UNSA Éducation veillera avec l'ensemble des personnels à ce que l'application de ces mesures soit rapide et effective, pour que la pression sur les équipes et sur toute l'institution diminue, pour que le protocole et les équipements assurent la protection des personnels et des élèves. Mais il faut faire vite et concrétiser en urgence ces premières annonces, et ensuite aller plus loin !

Concernant les recrutements annoncés

- Pour l'UNSA Éducation, le recrutement sur listes complémentaires est une avancée qu'il faut mettre en œuvre le plus vite possible. Il ne faut pas limiter les recrutements au CRPE mais l'ouvrir aussi aux autres concours d'enseignants, CPE et PsyEn. Quand il n'y a plus de listes complémentaires disponibles, les contrats proposés doivent être sécurisants avec des durées jusqu'au 31 août et financièrement attractifs.
- De plus, la crise accentue mais ne crée pas les problèmes de remplacement. Ceux-ci sont chroniques, il faut recruter davantage lors des concours 2022, d'autant que cette 3e année de crise sanitaire et sa gestion chaotique pourrait bien accélérer des projets de départs à la retraite notamment.
- S'agissant du recrutement d'assistants d'éducation, là encore, le défaut d'attractivité fait craindre de ne pas trouver preneurs pour ces postes. L'UNSA Éducation demande des contrats jusqu'au 31 août et un travail de fond sur le statut de ces personnels très fortement sollicités depuis le début de la crise sanitaire.
- Enfin, les emplois administratifs en circonscription auront sûrement du mal à trouver preneurs. L'UNSA Éducation demande pour eux-aussi les meilleures conditions et dénoncent une fois encore la suppression totale en 2017 des emplois d'assistance administrative dans les écoles. Ce sujet n'est pas clos, bien au contraire.

A propos des mesures de protection et d'équipement

- L'UNSA Éducation demande d'étendre l'accès aux masques FFP2 au-delà des écoles : PsyEN, personnels itinérants, CPE, AED et toute personne en faisant la demande.
- De la même façon, tous les personnels doivent pouvoir disposer d'autotests en nombre.

Quant aux évaluations et examens

- L'UNSA Éducation demande que les évaluations de mi-CP soient tout simplement mises à disposition des équipes, sans aucun caractère obligatoire, ni maintenant, ni en mars.
- Pour les épreuves de spécialités, les discussions doivent s'enclencher le plus vite possible pour lever la pression sur les équipes et leurs élèves tout en travaillant très précisément l'alternative. Un report après le 15 juin serait très compliqué à organiser au vu de la réquisition des enseignants pour les jurys du Grand oral, c'est pourquoi nous défendons un report fin mai et tout début juin ou le recours au contrôle continu comme l'an dernier.
- Pour L'UNSA Éducation, il faudra aussi être vigilant sur la durée des périodes de formation en milieu professionnel pour les diplômes professionnels dans les secteurs d'activité qui seraient très perturbés par la crise.

Méthode et respect des personnels

- L'UNSA Éducation attend très concrètement un changement de méthode. Ces réunions aux niveaux national et territorial peuvent le permettre. Elles doivent très vite se mettre en place.
- La profession reproche tout particulièrement au ministre sa stratégie de communication surprise aux médias plutôt qu'aux personnels. Et cela, ce ne sont pas ces deux réunions qui l'empêcheront. Il ne faudra pas que le ministre l'oublie ! Les annonces de début de semaine sur Ibiza sont symboliquement délébiles.

Pour l'Unsa-Éducation, l'exécutif ne doit pas rater ce rendez-vous avec les personnels pour sortir de la crise. **L'Unsa-Éducation profite de la période de vœux notamment de bonne santé pour faire un focus sur les personnels de santé et sociaux.**

Trop souvent invisibles aux yeux de notre ministère, mais ô combien en première ligne depuis près de deux ans, prenons quelques instants pour les écouter.

- **Que nous disent les médecins de l'Éducation nationale ?**
« Notre travail est toujours très impacté par la crise COVID, et nous avons par conséquent beaucoup de mal à réaliser toutes nos missions habituelles, que nous sommes obligées de prioriser/de différer encore plus que d'habitude (en priorité, nous effectuons les PAI, les constats de coups, les demandes d'APADHE et de CNED, le traitement des demandes d'aménagement d'examen, puis dans un second temps les visites pour travaux règlementés et les autres demandes ensuite). L'important nombre de postes vacants et l'absence de recrutement, faute d'attractivité financière, se fait encore plus cruellement sentir.
Dans la Marne, les médecins ont en charge le contact tracing contact et les conseils à donner dans tout le 1er degré et dans toutes les écoles privées : ce qui représente un très grand nombre d'écoles par personne, vu que les médecins ont été tenus de se répartir tous les secteurs vacants. Nous venons en appui pour le contact tracing du second degré public lorsque les infirmières qui traitent les cas de leur établissement secondaire, ont des questionnements. L'ARS et la CPAM se sont désormais complètement désengagées. Au contact tracing "habituel" s'ajoute le contact tracing secondaire aux campagnes de tests salivaires effectuées dans les écoles, ce qui représente un gros travail également. Nous sommes tenues de répondre aux sollicitations à n'importe quelle heure, ça commence tôt le matin et ça finit tard le soir sur notre téléphone professionnel et notre messagerie pro : cela peut commencer à 7 heures et se terminer à 22h30, puisqu'il est bien évident que les directeurs d'école souhaitent anticiper au mieux leur rentrée du lendemain matin et savoir s'ils accueillent leur classe ou pas. Nous l'avons fait jusque-là et depuis la fin du premier confinement, car nous avons avions la conviction que c'était notre rôle de professionnel de santé et que ce serait transitoire, et que ce travail supplémentaire serait reconnu autrement que par des paroles d'encouragement. Le Ministère de l'EN avait d'ailleurs

prévu une prime pour tous les professionnels de santé engagés dans le contact tracing, qui aurait dû être versée en sus du CIA habituel pour l'année scolaire 2020-2021.

D'autre part, certains médecins volontaires se sont engagés dans les équipes mobiles de tests pour effectuer des tests antigéniques dans les établissements scolaires en 2020-2021, et se sont engagés dans les équipes des centres de vaccinations des personnels de l'EN. Là aussi, des primes avaient été promises.

A ce jour, les personnels médicaux expriment leur fatigue et leur incompréhension de ne pas avoir de reconnaissance pécuniaire à la hauteur de leur engagement, bien au-delà de leurs heures réglementaires. Les personnels n'ont pas compté leurs heures et ont effectué depuis la fin du premier confinement des heures supplémentaires très nombreuses, et ils sont très mécontents que cela n'ait pas été pris en compte. Nous comptons solliciter le rectorat sur ce point très prochainement. D'autres rectorats se sont montrés beaucoup plus "reconnaisants". »

- **Que nous disent les infirmiers de l'Éducation nationale ?**

« Personnellement, je n'ai plus le temps de réaliser mes missions principales puisque je gère le covid... le Contact-tracing nous prend tout notre temps ! Rien qu'aujourd'hui, j'ai dû faire évacuer plus de 40 élèves cas contacts... Cela fait 3 jours que nous sommes rentrés et nous sommes sur les rotules avec la collègue CPE...

Nous ne pouvons plus non plus faire de Formation PSC1 normalement !

Les dépistage infirmier (visite médicale) nous prennent 2 fois plus de temps puisque nous devons désinfecter le matériel entre chaque élève. Nous ne vérifions plus non plus les dents (enlever le masque = risque accru).

Les protocoles successifs sont super flous et nous n'avons aucune réponse de la part de la hiérarchie. Cela nous induit en erreur lors des gestions de crise.

Le peu de temps que j'ai encore libre sert à voir des élèves en mal-être, en phobie scolaire, en somatisation,...

A l'aide ! »

Nous ne saurions clore cette longue mais nécessaire déclaration liminaire sans aborder d'autres motifs de colère qui persistent, au-delà de la gestion de la crise sanitaire. Pour un peu, on finirait par croire que l'École n'est malade que de la Covid.

La 14 janvier était une journée « Administration morte » dans les collèges et les lycées, pour s'opposer à l'article 41 de la Loi 3DS qui confère l'autorité fonctionnelle sur les adjointes et adjoints fonctionnaires aux collectivités territoriales. L'UNSA Éducation continue d'exiger l'abrogation de cet article.

Enfin, l'UNSA Éducation exige un collectif budgétaire afin de créer des postes en nombre suffisant afin de permettre au système éducatif de remplir les missions qui lui sont confiées. Notre École était déjà malade avant la pandémie et la crise sanitaire n'a fait qu'aggraver la situation. Il est temps que l'École redevienne un vrai sujet national allant bien au-delà du débat dans lequel notre ministre veut nous enfermer « École ouverte ou École fermée ». La vraie question reste « Quelle école veut-on pour notre jeunesse et plus généralement pour notre pays ? La question des moyens est donc posée et ne serait se résoudre à coup de P/E ou de E/C... Or la carte scolaire qui nous est présentée aujourd'hui en CTA ne va manifestement pas dans le bon sens.